

De l'eau pour tous

de IRFAN ZAMZAMI
Amrta Institute for Water Literacy

Le service de distribution d'eau de Jakarta a été privatisé lorsque PAM Jaya (une compagnie publique des eaux de Jakarta) et deux opérateurs privés ont signé un accord de coopération le 1^{er} février 1998.¹ Depuis lors, le service de distribution d'eau a été réparti en deux parties : PT PAM Lyonnaise Jaya (Palyja) s'occupe de la partie ouest de la ville et PT Aetra Air Jakarta (Aetra) de la partie est. Ce contrat de concession sera en vigueur pendant 25 ans.

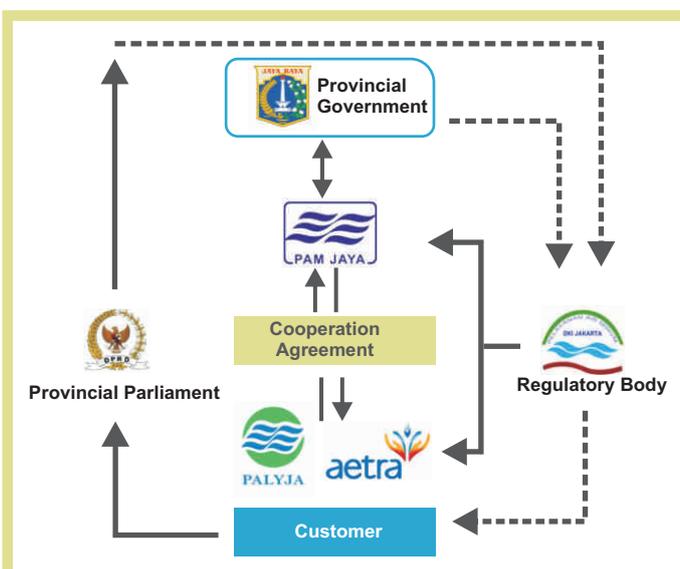
Le principal actionnaire de Palyja est Suez Environment, une compagnie française des eaux. Aetra appartient actuellement à Acuatico Ltd, une société établie à Singapour.

En coopérant avec des opérateurs privés, le gouvernement devrait résoudre le problème d'insuffisance d'investissement pour améliorer le service des eaux de Jakarta. L'accord de coopération stipule que la deuxième partie (les partenaires privés)

devrait disposer de compétences, de fonds et d'autres ressources pour organiser, construire, gérer et faire fonctionner les établissements de production dans le but de distribuer de l'eau propre et potable.²

En fait, cet accord est devenu plus un problème qu'une solution. La principale difficulté réside dans la disparité du mécanisme de paiement, qui distingue la redevance sur l'eau (somme payée par PAM Jaya aux opérateurs privés) et le tarif de l'eau (somme payée par les clients).³ Malheureusement pour PAM Jaya, la compagnie publique des eaux qui supervise Palyja et Aetra, l'accord de gouvernement confère des pouvoirs étendus aux opérateurs privés.

Conformément au contrat, la redevance sur l'eau devrait être augmentée tous les semestres. Une augmentation qu'il n'aurait pas été possible d'appliquer au tarif de l'eau. La plupart du temps, la redevance sur l'eau est plus élevée que le tarif de l'eau. En effet, une augmentation du tarif implique des décisions politiques



Un ouvrier répare une canalisation d'eau qui fuit dans le centre de Jakarta

La relation des parties prenantes dans la privatisation de l'eau de Jakarta



Les manifestants, qui ont rejoint une coalition luttant contre la privatisation de l'eau de Jakarta (KMMSAJ), ont mené une action de protestation en juin 2011 pour exhorter le gouvernement à mettre fin à la privatisation de l'eau à Jakarta.

complexes qui risquent de susciter des troubles sociaux. De même, depuis la privatisation, le tarif de l'eau a décuplé, ce qui place les tarifs de l'eau de Jakarta au rang des plus chers de l'Asie du Sud-est. Les personnes défavorisées peuvent à peine se permettre de tels services de distribution de l'eau.⁴

Ce système a engendré de sérieux problèmes financiers pour PAM Jaya. La disparité entre la redevance sur l'eau et les tarifs de l'eau transforment les résultats de PAM Jaya en énormes manques à gagner ou en déficit. Si cette situation perdure, d'ici le terme de l'accord, PAM Jaya sera endetté auprès des opérateurs privés pour une somme considérable de 18,2 billions de roupies indonésiennes (IDR) (2,04 milliards de dollars des États-Unis).⁵

Outre les coûts élevés, la qualité du service de l'eau est également discutable. Les clients doivent fréquemment constater que les robinets sont secs⁶, ou que l'eau est sale et polluée.⁷

Ces raisons suffisent pour que PAM Jaya renégocie le contrat. Malheureusement, depuis début 2012 les discussions n'ont plus beaucoup avancé. Elles sont actuellement au point mort à la suite du licenciement singulier du directeur de PAM Jaya, Maurits Napitupulu, en décembre 2011. Selon la presse, ce licenciement serait dû à une intervention de la politique dans le processus de renégociation. Hidayat A.R. Yasin, un membre du parlement provincial, a déclaré dans le journal *Indopos* (5/1) que le départ de Maurits illustre la faiblesse du gouvernement provincial par rapport aux opérateurs privés.

Le magazine *Tempo* (9-15 janvier) a publié un article sur le licenciement. En juin 2011, le président-directeur général de GDF Suez, Gérard Mestrallet, a écrit au ministre indonésien des affaires économiques pour lui demander de l'aide dans le cadre du problème que rencontre Palyja dans le processus de renégociation avec PAM Jaya. GDF Suez, une entreprise énergétique

française, la plus grande actionnaire de Suez Environnement, est une compagnie des eaux qui représente le plus grand actionnaire de Palyja.

Les difficultés de Palyja, comme mentionné dans *Tempo*, étaient également à l'ordre du jour d'une réunion entre le premier ministre français, François Fillon, et le président indonésien, Susilo Bambang Yudhoyono en juillet 2011.

Que tous ces événements soient liés entre eux ou non, il n'est pas surprenant que de nombreuses personnes estiment que le gouverneur de Jakarta est soumis à une pression considérable pour intervenir dans le processus de renégociation. Après avoir soudainement licencié Maurits Napitupulu, le gouvernement provincial l'a remplacé par Sriwidayanto Kaderi, l'ancien directeur technique de PAM Jaya.

Malgré les décisions politiques contestables du gouvernement provincial, le processus de renégociation est suffisamment soutenu. Le parlement provincial encourage fortement et proactivement la renégociation du contrat en servant d'intermédiaire entre les parties. Il lance un appel à PAM Jaya, Palyja et Aetra pour qu'ils règlent le conflit. La position du parlement se base sur l'avis que l'accord de coopération est partiel et défavorable à PAM Jaya. « Pour le parlement, la renégociation est la seule option... » selon les propos de Dwi Rianti Soerbakti, un membre du parlement provincial, repris dans le journal *Suara Pembaruan* (6/1).

Si la médiation ne fonctionne pas, le parlement suggèrera au gouvernement de soumettre l'affaire à l'arbitrage international. En revanche, il s'agit là de la dernière option, compte tenu des risques associés à une procédure d'arbitrage compliquée. Par ailleurs, même si le parlement est conscient que le contrat est préjudiciable, la résiliation n'est pas une option. Le parlement s'inquiète de l'amende que PAM Jaya devrait payer si le contrat venait à être résilié avant la date convenue. Le montant s'élèverait à 3,1 billions de roupies

indonésiennes (347 millions de dollars des États-Unis) pour Palyja et à 2,8 billions de roupies indonésiennes (313 millions de dollars des États-Unis) pour Aetra.⁸

Parmi les deux opérateurs, il est plus difficile de négocier avec Palyja. Aetra a approuvé certains points, notamment qu'il n'y aura aucune augmentation de tarif avant la fin de la période de coopération, l'augmentation de la redevance sur l'eau s'élèvera uniquement à environ 1,5 % chaque année, le niveau de perte sera réduit de 25 %, et le manque à gagner de PAM Jaya sera réduit à zéro d'ici 2016.⁹

Entre-temps, la situation de Palyja s'enlise étant donné que l'eau brute à collecter est différente de celle d'Aetra. Alors qu'Aetra collecte toute l'eau brute d'une compagnie publique pour un prix inférieur, Palyja doit se procurer une partie de son eau brute auprès d'un autre territoire provincial pour un prix plus élevé, ce qui affecte sa structure des coûts. En conséquence, Palyja ne veut pas accepter l'accord concernant Aetra.

Palyja souhaite poursuivre deux autres options. La première : Palyja souhaite lier la hausse du tarif à l'inflation annuelle, augmenter la redevance sur l'eau d'environ huit pour cent chaque année, obtenir un programme d'investissement financé par d'autres sources (budget du gouvernement), et le remboursement de la dette de 1,01 billion de roupies indonésiennes (113 millions de dollars des États-Unis) par PAM Jaya ou le gouvernement provincial de Jakarta. La seconde option serait de fixer le manque à gagner total de PAM Jaya à 7,9 billions de roupies indonésiennes (883 millions de dollars des États-Unis).

PAM Jaya hésite à accepter l'une ou l'autre option parce qu'elle conduira à une immense charge financière jusqu'à la fin du contrat. Jusqu'à présent, ce sont ces points qui ont retardé le processus de renégociation.

Selon certains spécialistes, en revanche, PAM Jaya a de bonnes raisons de simplement mettre fin au

contrat. Il est vrai que l'accord de coopération implique que PAM Jaya devra payer des amendes si le contrat est résilié avant la date convenue. Cependant, la perte éventuelle sera bien plus importante si l'accord de coopération actuel est maintenu.¹⁰

Outre cette tension, la coopération actuelle est également le centre d'une affaire judiciaire. Les représentants du ministère public de Jakarta ont mené deux enquêtes préliminaires, en novembre 2011 et en janvier 2012, en rapport avec les allégations selon lesquelles Palyja aurait transféré des actifs de PAM Jaya d'un montant de 3 milliards de roupies indonésiennes (326 000 dollars des États-Unis) (Koran Tempo 13/1). En raison des craintes grandissantes à l'égard de l'utilisation corrompue des avoirs de l'État, des organisations préoccupées de la société civile (OSC) ont encouragé l'intervention de la Commission pour l'Éradication de la Corruption.

Les OSC organisent également des protestations. En juin 2011, près de 70 personnes, citoyens, clients, membres de la Jakarta Water Labour Union (SP PAM Jaya) et membres des OSC, ont tenu un meeting et ont déposé une pétition au gouverneur de Jakarta pour mettre fin à la privatisation des services des eaux.¹¹ Pendant ce rassemblement, les protestataires ont rencontré des responsables du gouvernement qui ont reconnu que les services actuels des eaux devaient être évalués. La pétition a recueilli 592 signatures de personnes représentant 35 organisations non gouvernementales (ONG) locales, 55 ONG internationales et 502 personnes.

Deux mois plus tôt, Jakarta Water Labour Union a mené une importante grève et des manifestations. En avril 2011, des employés détachés de Palyja ont refusé de travailler, les ordinateurs des guichets de facturation étaient éteints, et les voitures étaient alignées et arboraient des pancartes de protestation. Les travailleurs ont également manifesté jusqu'au bureau de



Une citoyenne de Jakarta lave des vêtements avec l'eau d'un marchand. Non seulement le service de distribution d'eau courante n'est pas fiable, mais il est également trop cher pour certains citoyens.



Jakarta Water Labor Union (SP-PAM Jaya) a organisé une manifestation pour revendiquer une augmentation du salaire de base et mettre fin à la privatisation de l'eau à Jakarta, comme le montre la banderole (22 décembre 2010)

Palya au Sentral Senayan et ont notamment revendiqué une hausse du salaire de base qu'ils n'avaient plus obtenue depuis 2003.¹²

Un grand rassemblement public a eu lieu lors du treizième anniversaire de la privatisation de l'eau de Jakarta au Amrta Institute avec la People's Coalition for the Rights to Water (KRuHA) et le Transnational Institute. La plupart des parties prenantes étaient présentes, notamment PAM Jaya, deux opérateurs privés, des collectivités touchées, des OSC, la commission des comptes, les institutions financières internationales et d'autres institutions. C'était la première fois que ces parties prenantes se réunissaient, et chacune d'entre elles souhaitait aborder des questions urgentes. PAM Jaya a décrit la perte financière et les dommages subis, les opérateurs privés ont fait part des améliorations, et les collectivités touchées se sont plaintes des lacunes des services des eaux des opérateurs privés dont elles bénéficient depuis longtemps. L'ambiance de la réunion était tendue.

Une autre réunion s'est déroulée en août 2011 et à laquelle environ 100 personnes des OSC et des collectivités touchées ont participé. Il a été annoncé lors de la réunion qu'un procès était intenté contre le gouvernement et les concessionnaires. L'État est accusé de manquement dans son obligation de conférer aux citoyens le droit à l'eau, ce qui est une violation de la Constitution.¹³

La population revendique une renégociation juste et transparente, si ce n'est pas le cas, il faudra s'attendre à de nouvelles manifestations. Avec les manifestations, les rassemblements et la pétition, le message des citoyens est des plus explicite : le service des eaux de Jakarta doit être remunicipalisé dans le but d'éviter la ruine financière de la compagnie des eaux et de protéger le service des eaux contre un secteur privé axé sur le profit. Cette tendance est internationale et nécessite une solidarité mondiale pour protéger tous les citoyens dans le monde d'un service des eaux privatisé et inaccessible. ■

Traduit par Audrey Parent

¹ Wijanto Hadipuro and Nila Ardhianie. (2007). *Critical Review of Jakarta Water Concession Contract*, Semarang: Amrta Institute. p.1.

² Ibid. p.5.

³ Ibid. p.3.

⁴ Nila Ardhianie and Irfan Zamzami, *No Pro-poor Agenda in Jakarta Water Privatization*, Semarang: Amrta Institute, 2010, p. 6.

⁵ Abdullah, Nurudin. "PDAM Jaya Klaim Terancam Merugi Rp18,2 Triliun". *Bisnis.com*. 22 décembre 2011. *Bisnis Indonesia*. 28 février 2012. Disponible sur : <http://www.bisnis.com/articles/pdam-jaya-klaim-terancam-merugi-rp18-2-triliun>

⁶ Amrta Institute. (2011). *Through the Empty Tap*. Disponible sur : <http://www.youtube.com/watch?v=Fh8pRNz7Ph0>

⁷ Fasila, Dofa. "Cilincing Residents Blame Dirty Tap Water for Spate of Health Problems". *Jakarta Globe*. 4 avril 2011. *The Jakarta Globe*. 28 février 2012. Disponible sur : <http://www.thejakartaglobe.com/home/cilincing-residents-blame-dirty-tap-water-for-spate-of-health-problems/433469>

⁸ PAM Jaya Siap Putuskan Kontrak. (20 janvier 2012). *Suara Pembaruan*, pp. 1, 5.

⁹ Ibid.

¹⁰ "Tanpa Renegosiasi PAM Jaya Rontok". *Indopos*. 28 février 2012. Disponible sur : <http://www.indopos.co.id/index.php/berita-indo-rewiew/19453-tanpa-renegosiasi-pam-jaya-rontok.html>

¹¹ Afifah, Riana and Hertanto Soebijoto. "Massa Minta DKI Hentikan Privatisasi Air". *Kompas.com*. 6 juin 2011. *Kompas*. 28 février 2012. <http://megapolitan.kompas.com/read/2011/06/06/16551311/Massa.Minta.DKI.Hentikan.Privatisasi.Air>

¹² "Palya Didemo Lagi". 27 avril 2011. *Kompas*. 28 février 2012 <http://megapolitan.kompas.com/read/2011/04/27/04112835/Palya.Didemo.Lagi>

¹³ More, Imanuel and Aloysius Gonsaga Angi Ebo. "Tim Advokasi Hak Atas Air Gugat Privatisasi Air". *kompas.com*. 13 septembre 2011. *Kompas*. 28 février 2012. <http://megapolitan.kompas.com/read/2011/09/13/18260894/Tim.Advokasi.Hak.Atas.Air.Gugat.Privatisasi.Air>

Amrta Institute for Water Literacy
amrta_institute@yahoo.com
<<http://amrta-institute.org>>

Pour de plus amples informations:
<http://www.waterjustice.org>